



**POUR DIFFUSION IMMÉDIATE**  
17 octobre 2013

## **Le Salvador doit prendre les mesures nécessaires pour rejoindre la Cour pénale internationale**

La société civile salue l'annonce de la ratification des traités relatifs aux droits de l'homme durant l'Assemblée générale de l'ONU

**Lima, Pérou/New York**— Le gouvernement du Salvador devrait prendre les dispositions nécessaires à son adhésion au Statut de Rome de la Cour pénale internationale (CPI), a déclaré aujourd'hui la Coalition pour la CPI.

Dans une lettre adressée plus tôt ce mois-ci au Président salvadorien, M. Mauricio Funes, la Coalition a souligné les mesures positives initiées par le pouvoir exécutif en vue de son adhésion au Statut de Rome et a appelé la Présidence à soumettre sa proposition d'adhésion au Parlement dès que possible.

La société civile a applaudi l'annonce faite par le Président Funes lors de son discours à la 68<sup>e</sup> Assemblée générale de l'ONU, que son gouvernement s'apprête à lancer un programme national de réconciliation intégrant la ratification des traités relatifs aux droits de l'homme.

« Au nom de la Coalition salvadorienne pour la CPI, je tiens à saluer le message du Président Funes sur cette initiative importante. Dans ce contexte, nous avons bon espoir que l'adhésion au Statut de Rome constituera une priorité », a déclaré Wilfredo Medrano, coordinateur de la Coalition salvadorienne pour la CPI. « Une telle initiative honorera les promesses faites par Funes lors de la campagne électorale de 2009 ».

Alors que la Cour entre dans sa deuxième décennie, elle s'est avérée être non seulement une institution historique, mais également un mécanisme utile de justice internationale contribuant à l'instauration de sociétés plus justes, plus sûres et plus pacifiques. La CPI compte 122 États membres, parmi lesquels figurent tous les États d'Amérique du Sud et d'Amérique centrale, à l'exception du Salvador et du Nicaragua.

« Les États d'Amérique latine ont joué un rôle central au sein du système du Statut de Rome, notamment à travers leur participation active à l'Assemblée des États parties. Nous sommes convaincus que le Salvador pourrait faire bénéficier la Cour de sa précieuse expérience en ratifiant le Statut de Rome dans un futur proche », a déclaré Michelle Reyes Milk, coordinatrice régionale pour les Amériques de la Coalition. « Nous appelons la Présidence à soumettre sa proposition d'adhésion à l'Assemblée législative dès que possible. »

**CONTEXTE:** La CPI est la première cour internationale au monde, habilitée à poursuivre les crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide. Au cœur du mandat de la Cour se trouve le principe de complémentarité, signifiant que la Cour n'intervient que dans le cas où les systèmes judiciaires nationaux n'ont pas la volonté ou la capacité d'enquêter et de poursuivre les auteurs de génocide, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre.

La Coalition pour la Cour pénale internationale est un réseau mondial composé d'organisations de la société civile de plus de 150 pays, travaillant en partenariat pour renforcer la coopération internationale avec la CPI, garantir une Cour juste, efficace et indépendante, rendre la justice à la fois visible et universelle, et faire progresser les législations nationales visant à rendre justice aux victimes de génocide, de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. Pour plus d'informations rendez-vous sur : [www.coalitionfortheicc.org](http://www.coalitionfortheicc.org)

## **CONTACTS**

**À New York:**  
Mme Brigitte Suhr  
Directrice des programmes  
régionaux  
Coalition pour la CPI  
Tel: +1 (646) 465-8540  
[suhr@coalitionfortheicc.org](mailto:suhr@coalitionfortheicc.org)

Mme Linda Gueye  
Directrice de communication  
Coalition pour la CPI  
Tel: + 1 646 465 8516  
[gueye@coalitionfortheicc.org](mailto:gueye@coalitionfortheicc.org)

**À Lima:**  
Mme Michelle Reyes Milk  
Coordinatrice régionale pour les  
Amériques  
Coalition pour la CPI  
Tel: +1 (646) 360-5082  
[reyes@coalitionfortheicc.org](mailto:reyes@coalitionfortheicc.org)

**À San Salvador:**  
M. Wilfredo Medrano  
Coordinateur  
Coalition salvadorienne pour la CPI  
Tel: +503 223 45 323  
[wilfredonet@mixmail.com](mailto:wilfredonet@mixmail.com)